

La relocalisation, un concept qui pourrait tout changer ?



Patrick Tjolle

Chercheur bénévole au Service politique

Avril 2012

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

Dans nos pays, beaucoup de dynamiques alternatives au modèle néolibéral sont déjà en place et ont ce but commun de réformer le système alimentaire. La relocalisation des systèmes agroalimentaires au Nord et au Sud pourrait engendrer une série de bénéfices tant pour les populations que pour l'environnement.

Quelques réflexions en la matière....

Si un autre système alimentaire est plus que souhaitable face aux différents défis actuels (la justice sociale, la santé, la préservation des ressources,...), il est clairement inévitable au regard des défis à venir (raréfaction des ressources pétrolières et bouleversements climatiques) ... Reste à savoir qui opère les choix et dans l'intérêt de qui.

Relocalisation : définition et situation générale

La relocalisation s'appuie sur la recherche « *de nouveaux liens entre production et consommation, ou entre producteurs et consommateurs* »¹. Notre histoire proche est en cela source d'inspirations. Il est souvent oublié que le modèle de production de nourriture tel que nous le connaissons en Europe est quasiment marginal, bien que le système d'échange et l'idéologie actuels arrivent à le présenter comme dominant. En effet, sur 1,35 milliard d'agriculteurs, seuls 350 millions ont recours à des machines, tandis que 500 millions n'utilisent ni engrais ni pesticides². 70% de l'agriculture mondiale

provient des mains de paysans³, il faut donc arrêter d'imaginer que nous nourrissons le monde avec notre modèle agricole. Par rapport aux productions totales, seulement 6% du riz, 17% du blé, 10% de la viande sont l'objet de commerce hors frontières. 85% de la nourriture cultivée dans le monde sont produits et consommés dans un périmètre réduit (du village à l'écorégion). Cependant, bien qu'en termes de volume, ces échanges soient marginaux, ils représentent une colossale source de profit : près de 9% des échanges mondiaux (442,3 Mds USD)⁴. La manière de produire agroindustrielle – dont la prise en compte des réels impacts écologiques et sociaux ferait exploser les coûts de production – et le libre-échange associé à la compétitivité influencent le prix international qui s'impose sur les marchés intérieurs des pays. Ce prix international est fixé par celui qui peut produire le moins cher. Les paysans ne peuvent plus vivre de la vente de leurs produits sur leurs propres marchés et désertent les campagnes.

Le phénomène peut aussi s'observer dans nos propres pâturages (chaque jour, cinq fermes disparaissent en Belgique⁵). La perte de ces forces locales pousse les pays à se tourner de plus en plus vers le commerce extérieur pour s'approvisionner. Ainsi, le système alimentaire peut-il être défini comme « *globalisé, industrialisé, standardisé et anonymisé* »⁶.

¹ DEVERRE Christian et LAMINE Claire, « Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales », *Économie rurale*, pp.57-73

² « Je mange donc je suis », film de Vincent Bruno (2009), une production de Demande à la poussière(dalp.org) et de la Coalition contre la faim (Belgique), disponible sur <http://vimeo.com/7893617>

³ ETC Group, "Who will feed us?", 2009, consulté le 16 janvier 2012 sur http://www.etcgroup.org/upload/publication/pdf_file/ETC_Who_Will_Feed_Us.pdf

⁴ ETC Group, op.cit.

⁵ Propos recueillis par Dominique Parizel et François de Gaultier : « Terre de Liens Belgique : Sortir la terre agricole de l'économie spéculative ! », consulté sur http://www.natpro.be/pdf/2011/11_29.pdf

⁶ ROOS Gun, TERRAGNI Laura and TORJUSEN Hanne, « The local in the global – creating ethical relations between producers and consumers », *Anthropology of food* [Online], S2 | March 2007

Nous échangeons des « *produits de masse, [...] détemporalisés et surtout dé-spatialisés ou dé-territorialisés induisant une rupture de lien perceptible entre le consommateur et le producteur* »⁷. La relocalisation proposée ici se construit donc en réaction et en résistance au global. On peut prendre exemple en partie sur le mouvement SlowFood qui se base sur la consommation de « nourriture qui porte le visage du producteur ». Manger local, c'est ainsi non seulement se définir dans un espace dont les dimensions sont à taille humaine, mais aussi s'inscrire dans des relations plus directes, avec un « *sentiment de familiarité, de proximité, d'identification et de sécurité* »⁸.

On ne mange pas local ?

De la soupe en boîte tomates-boulettes qui a parcouru 32000 km jusqu'à notre assiette, des crevettes belges qui opèrent un rapide aller-retour au Maroc pour se faire dénuder, oui, nos aliments sont de grands voyageurs. Cela pourrait être facilement évité pour bon nombre de produits : « *En 1999, la France a exporté 3.515 millions de tonnes de lait, et au cours de cette même année, en a importé 1.641 millions de tonnes. En 1998, l'Angleterre a exporté 60.000 tonnes de poulets vers les Pays-Bas, et en même temps l'Angleterre a importé 30.000 tonnes de poulets des Pays-Bas* »⁹. Ce système ne peut fonctionner que grâce à des transports bons marché. Il ne s'agit plus de savoir s'il y aura un pic pétrolier (l'Agence Internationale de l'Energie situe ce

dernier en 2006¹⁰, le prix de ces transports ne descendra donc jamais plus, quelles que soient les alternatives mises en place¹¹), mais de savoir comment les sociétés s'adapteront à cette « déplétion ». Il en va de même pour l'agriculture : s'agit-il de savoir s'il est intéressant pour quelque raison (économique, éthique, politique, sociale, environnementale, ...) de relocaliser notre production alimentaire ou plutôt avec quel « degré de douceur » cette inévitable transition va s'opérer ? N'est-ce pas en effet toute notre chaîne de production agricole qui est dépendante de l'énergie et tout à fait inapte à s'adapter aux changements à venir ? Une agriculture écologique, « paysanne » et familiale tournée vers une distribution en circuits courts ou de « gré à gré » peut être une des voies à promouvoir. A ce sujet, nous avons sans doute encore beaucoup de techniques et de savoir faire à (ré)apprendre.

Une région donnée peut-elle atteindre un seuil d'autosuffisance acceptable face aux enjeux concernés (respect des droits sociaux, réaction face aux changements climatiques, utilisation rationnelle d'énergie,...)? La question est extrêmement complexe et dépend de beaucoup de facteurs.

Quelques pistes de réflexion...

La paysannerie agroécologique pour relocaliser ?

Des recherches menées ces dernières années montrent que non seulement les petites

⁷ DUQUESNE, B. et LEBAILLY, Ph., « Colloque international AIEA2 : « Développement durable et globalisation dans l'agroalimentaire » », Université Laval, Québec, 23 et 24 août 2004

⁸ DIMITROVA A., « Le « jeu » entre le local et le global : dualité et dialectique de la globalisation », *Socioanthropologie* [En ligne], N°16 | 2005.

⁹ Observatoire Bruxellois de la Consommation Durable, « Combien de kilomètres contient une assiette ? », consulté sur <http://www.oivocrioc.org/files/fr/4148fr.pdf>

¹⁰ BAZET-SIMONI C., BRÉCHET T., OBSOMER P., QUADU F., ROUSSEAU V., « Face à l'épuisement du pétrole, quel rôle pour l'aménagement du territoire en Wallonie ? », *Regards économiques*, 2011, consulté sur <http://sites.uclouvain.be/econ/Regards/Archives/RE087.pdf>

¹¹ Cfr la synthèse de Rob Hopkins sur la question dans son « Manuel de Transition : De la dépendance au pétrole à la résilience locale », *Ecosociété*, 2010, 216p.

fermes sont plus productives que les grandes, mais également que les systèmes agroécologiques et/ou « biologiques » dans les petites exploitations sont plus productifs par unité de surface que les cultures utilisant des intrants chimiques. La paysannerie semble aujourd'hui la plus apte à accompagner et porter un modèle de production alimentaire localisé, qui a été celui de l'humanité jusqu'il y a peu, à l'échelle de notre histoire. Elle est plus flexible (elle se fonde sur plusieurs cultures et ne dépend donc pas d'un seul produit pour la vente) ; plus résiliente (face aux aléas climatiques et aux maladies notamment) ; plus intégrée dans son paysage. Une agriculture durable très productive est possible, sous toutes les latitudes et pas seulement en milieu rural. Dans un pays comme Cuba qui a vécu l'équivalent d'un choc pétrolier et est toujours sous embargo, La Havane produit au sein de son périmètre 70% des légumes qui y sont consommés. Un principe de la permaculture consiste à travailler avec la nature et non contre elle (augmenter la richesse des sols – l'aggradation – et obtenir des rendements suffisants pour nourrir les populations sans menacer la sécurité alimentaire d'autres populations).

Comment y parvenir ?

Pour les agroécologistes, deux objectifs sont concomitants : préserver les structures en place qui soutiennent les dynamiques locales tout en développant des mécanismes qui facilitent leur création.

Du côté du lobbying, l'introduction d'impératifs concernant les stratégies de souveraineté alimentaire sont indispensables. L'ingérence économique de l'actuel commerce international (opposée à des formes de cohabitation) dans les marchés locaux n'est pas compatible avec la préservation des dynamiques locales, que ce soit au Nord

(l'exemple du lait en Belgique est criant) ou au Sud (on pense notamment au dumping de l'UE sur bon nombre de ses produits exportés). Ce travail est aujourd'hui d'une importance capitale à l'heure de la redéfinition de la Politique Agricole Commune pour l'UE. Il est aussi capital de renégocier les accords des institutions comme l'OMC et les accords bilatéraux de libre commerce qui empêchent la protection de la paysannerie et une certaine autonomisation agricole des régions. Les changements législatifs sont aussi à opérer en Belgique. L'une des principales difficultés pour les agriculteurs est l'accès à la terre qui devient de plus en plus cher vu la diminution des surfaces agricoles disponibles. Il s'agit aussi de dynamiser la « base » en sensibilisant les citoyens à leurs pratiques alimentaires et leurs impacts. Cela va souvent de pair avec la sensibilisation au travail du paysan dont la représentation dans l'imaginaire collectif est peu reluisante alors qu'il crée bien des richesses.

Initiatives locales et mouvement politique global, toutes ces approches ont leur pertinence face aux dérives possibles (relocalisation « élitiste », « autarcie autoritaire » ou dépolitisation du local par récupération politique ou marchande).

Ce n'est pas un retour en arrière

Ce type de démarche valorisant le local passe parfois pour « moyenâgeuse ». Pourtant, pour les défenseurs de la relocalisation, il s'agit bien d'avant-gardisme face aux défis qui nous sont adressés dès aujourd'hui. Relocaliser, c'est non seulement répondre à des nécessités de l'ordre technico-scientifique (pic pétrolier, changement climatique, non gaspillage des ressources, ...) mais c'est tout autant prendre parti pour un changement d'ordre moral (respect des droits humains, des générations

futures, ...). Pour ces acteurs, il n'y a là aucune volonté autarcique. L'échange en tant que tel, symbolique ou matériel, est existentiellement nécessaire à toute survie sociale et matérielle – alors que le gaspillage est inutile¹². Il existe des biens que l'on peut continuer à consommer et dont la nature ne permet pas une relocalisation planétaire (comme les épices par exemple), même si la nature est prolifique de substituts. Comme le signale Ingmar Grandsadt : « *N'est-ce pas en reconstruisant les échanges économiques par le bas, d'abord autour des ressources et des potentialités internes de chaque collectivité et de son territoire, que se trouve les meilleures chances d'établir ensuite entre ces collectivités, où qu'elles soient dans le monde, des relations ouvertes et voulues ?* »¹³.

Loin d'un passéisme convaincu, l'agroécologie se veut fille à la fois de savoirs traditionnels précieux et de techniques scientifiquement réfléchies et mesurées (dont ne font pas partie les OGM). En somme, les agroécologistes promeuvent « *un mode de vie nouveau, relocalisé, inspiré du passé (mais sans en faire l'apologie) et tourné vers l'avenir, au travers de visions prospectives qui mobilisent l'imaginaire* »¹⁴.

Quels espoirs ?

Découpler les différents marchés, c'est-à-dire cesser d'imposer le prix international sur les marchés intérieurs des pays en mettant en compétition des producteurs qui n'ont pas les

mêmes coûts et conditions de production, c'est assurer la sécurité alimentaire au sein d'une stratégie de souveraineté alimentaire. Pour les défenseurs des circuits courts (un intermédiaire au plus entre le producteur et le consommateur), extraire aux échanges internationaux bon nombre de denrées réduirait l'impact des cours des bourses internationales en dents de scie. Amoindrir le rayon d'action de ces bourses limiterait les réactions en chaîne foudroyantes et dévastatrices qui ont mené aux émeutes de la faim de 2008, et contribuerait ainsi à augmenter la résilience des collectivités. La relocalisation ne peut se faire qu'en concertation commune afin de permettre aux collectivités de développer des politiques qui ne nuiraient pas à la capacité d'une autre collectivité de répondre à ses propres besoins en ses propres termes.

Loin de la « confiance impersonnelle » du système actuel, la confiance liée à la proximité est bien plus ancrée dans une relation humaine et met en jeu tout le réseau social tissé autour du producteur. On s'éloigne ainsi de la chaîne complexe, opaque et qui empêche d'établir des relations éthiques entre ses composantes.

Agir local (et penser global), c'est aussi agir global

La relocalisation est-elle seulement un défi qu'on ne peut éviter ? Une exigence éthique à établir ? Relocaliser les économies et le modèle agroalimentaire au Nord comme au Sud, n'est-ce pas repenser un avenir meilleur à l'humanité ? Une multitude d'initiatives existent. Ne serait-il pas temps de les étudier de façon systématique afin de dessiner les voies concrètes d'un autre paradigme sociétal ?

¹² « Le gaspillage de nourriture dans les marchés du système alimentaire industriel est plus élevé de +-30% en raison des distances, du temps, du stockage et d'autres pratiques peu économiques (en ce inclus les consommateurs) » (ETC Group, op. cit).

¹³ Ingmar Grandsadt cité dans « la relocalisation de l'économie », consulté sur <http://fondation.sgli.com/index.php/fre/Lalocalisation-des-activit%C3%A9s/La-relocalisation-de-1%27%C3%A9conomie#>

¹⁴ DE MUYNCK S., op.cit.